



HAL
open science

Enjeux historiques et politiques des mobilisations sociales autour de la question de l'eau à Tripoli

Mousbah Rajab

► **To cite this version:**

Mousbah Rajab. Enjeux historiques et politiques des mobilisations sociales autour de la question de l'eau à Tripoli. L'accès aux services urbains dans les villes libanaises, 2006, Liban. halshs-00120884v2

HAL Id: halshs-00120884

<https://shs.hal.science/halshs-00120884v2>

Submitted on 21 Dec 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Environnement Ville Société
UMR 5600
CNRS, Lyon**

**Département d'urbanisme
Institut des Beaux-Arts
Université Libanaise, Beyrouth**

**« Enjeux historiques et politiques des mobilisations sociales
autour de la question de l'eau à Tripoli »,**

**Mousbah Rajab
Université Libanaise, Faculté des Beaux-Arts**

**Communication lors du séminaire
« L'accès aux services urbains en réseau dans les villes libanaises »,
le 28 avril 2006, Rectorat de l'Université libanaise, Beyrouth**

**Publication et mise en ligne
coordonnées par Eric Verdeil avec l'assistance de Cécile Féré
<http://halshs.archives-ouvertes.fr/SUVL>**

**Action réalisée grâce au soutien financier du programme
Mobilité internationale Rhône-Alpes 2004**

Introduction

Il y a quelques années le secteur de l'eau a été réorganisé et, dans ce cadre-là, un office des eaux du Liban Nord a été créé à Tripoli, remplaçant l'ancien office des eaux de la ville. (Voir carte n°1). Le fonctionnement de cet office a démarré en 2003 après qu'une partie de ses fonctions a été confié à un opérateur privé après à un appel d'offre effectué en 2002.

La restructuration de ce secteur au Liban s'est produite après des cris d'alarmes lancés par des spécialistes à la lumière des conclusions tirées d'études réalisées sur le terrain, dont l'étude réalisée par la Direction des Statistiques en 1997. Ces spécialistes mettaient en garde contre la diminution alarmante des ressources en eau du fait de la croissance démographique et des problèmes d'alimentation de certaines régions libanaises.

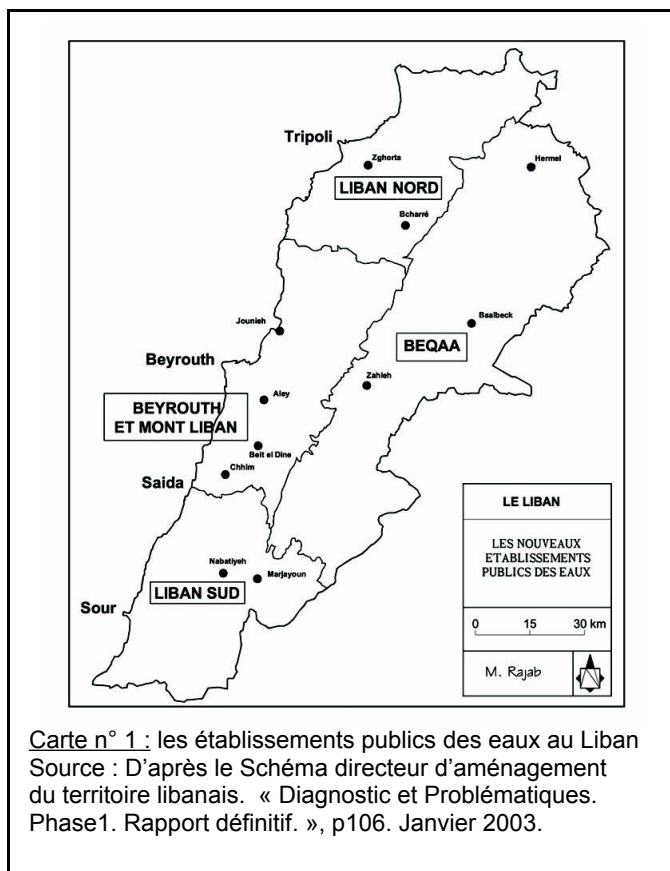
Cette restructuration vient aussi après la crise de l'eau polluée à Tripoli en 1998, et après une série de crises survenues durant plusieurs décennies dans cette région du Liban. Ces crises, aux aspects techniques dans l'apparence, cachaient des conflits locaux et des enjeux de taille. De ce fait une grande question s'impose : la réorganisation du secteur de l'eau au Liban, telle qu'elle s'est produite, offre-t-elle une réponse pertinente à tous les problèmes chroniques de ce secteur ?

Notre propos, ici, n'est pas de répondre à cette question mais plutôt, de présenter les faits qui nous ont poussés à la poser. Ainsi, nous parlerons de la crise de l'eau polluée en 1998, de ses causes, et de l'histoire récente de l'alimentation de la ville de Tripoli en eau potable, avec tous les problèmes et les enjeux qui l'ont distingués. Pour ce faire, nous avons réunis plusieurs rapports et articles de presse publiés à l'époque dans les journaux nationaux et tripolitains, et nous en avons extrait la matière qui constitue notre travail dont l'objectif est celui de donner une dimension historique aux travaux et actions entrepris actuellement sur le secteur de l'eau à Tripoli.

1- La crise de l'eau polluée à Tripoli en 1998.

En décembre 1998 des habitants de Tripoli ont été transférés aux hôpitaux après des malaises à l'estomac. Très vite, il apparut que ces malades présentaient les mêmes symptômes et habitaient les mêmes quartiers. Une enquête rapide a révélé que ces maladies ont été provoquées par la pollution de l'eau potable dans certains quartiers de la ville, notamment à Tebbaneh.

Les autorités libanaises réagirent alors en constituant une commission ministérielle dont la tâche consistait à se rendre sur place pour s'informer de plus près et mettre en œuvre un plan d'action. La commission était constituée du ministre des Travaux publics, du ministre des Ressources hydrauliques et celui de l'Environnement.



Un mois plus tard, en janvier 1999, la crise n'était toujours pas résolue, et les solutions partielles n'apportaient pas de réponses sérieuses aux problèmes posés. Les cas de typhoïdes augmentaient parmi la population, dépassant ainsi les 70 cas. L'enquête des journalistes révélait que ces malades provenaient des mêmes quartiers anciens de la ville, et que la pollution de l'eau était due à plusieurs raisons :

- La vétusté des réseaux d'eau potable et d'assainissement, touchés par des obus durant la guerre,
- La précarité des habitants de ces quartiers qui ne peuvent pas acheter l'eau potable, et qui continuent à boire l'eau du robinet,
- Le manque de sensibilisation de ces habitants quant aux mesures à prendre avant de boire l'eau en provenance de la source Hab,
- La pollution permanente de l'eau de cette source.

Avec les enquêtes complémentaires sur les raisons de la pollution de l'eau, les regards se portaient sur le caza du Koura et en particulier sur ses eaux souterraines polluées pour diverses raisons, dont notamment les résidus provenant des meules d'olives. Des décisions furent prises alors par les autorités concernées pour fermer les pressoirs d'olives en infraction ou ne respectant pas les procédures réglementaires pour se débarrasser des résidus jetés régulièrement dans les vallées.

Pendant ce temps, l'ampleur de la crise mobilisait de plus en plus la municipalité et les associations locales. Plusieurs appels furent lancés pour déclarer Tripoli « ville sinistrée » et pour décréter l'état d'urgence sanitaire. L'état d'urgence était déjà vécu par la population depuis le début de la crise. La municipalité envoyait des camions-citernes dans les quartiers en crise pour distribuer l'eau potable. Mais ce n'était pas suffisant. Les enfants de ces quartiers, équipés de bidons de 20 ou de 10 litres et de bouteilles en plastic se rendaient aux fontaines publiques pour remplir de l'eau, croyant qu'elles n'étaient pas polluées. Les cas de maladies se multipliaient et les pharmacies étaient prises d'assaut à la recherche de médicaments contre la diarrhée. Parallèlement, les paquets de bouteilles d'eau minérale se vendaient comme des « petits pains » et on en trouvait partout, même dans les boutiques non spécialisées. Mais tout le monde n'avait pas les moyens d'acheter l'eau. Pour cela il fallait tous les jours rechercher des sources d'approvisionnement non touchées par la pollution. L'image, selon un journaliste, était celle d'un homme cherchant de l'eau dans un désert.

Cette situation a duré jusqu'au mois de mars 1999, quand la station d'épuration de l'eau de la source Hab a été remise en marche après sa réhabilitation.

2- L'eau au Liban : un problème chronique ?

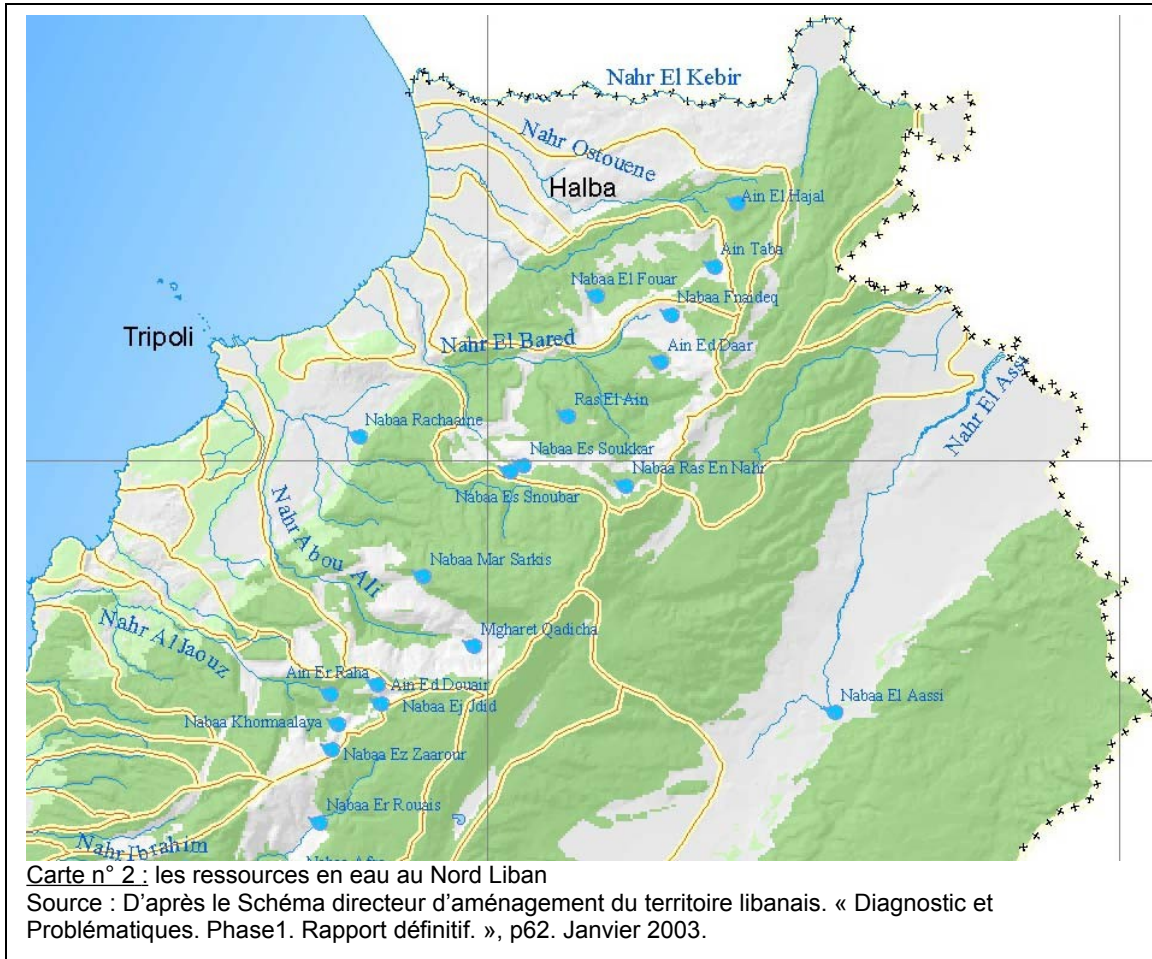
La lecture des journaux anciens de Tripoli nous apprend que les problèmes relatifs à l'eau ne sont pas récents. En élargissant l'éventail, nous remarquerons aussi que ces problèmes sont propres à tout le territoire libanais. Pourtant, le Liban est reconnu pour avoir des ressources importantes en eau du fait de sa configuration naturelle. Ces ressources importantes en eau n'ont pas empêché les problèmes d'approvisionnement de la majorité du territoire libanais, problèmes ayant générés des pratiques spéciales chez les Libanais.

2.1- Les ressources en eau

Le Liban doit ses ressources en eau à son relief et à sa géologie. La chaîne montagneuse du Mont-Liban, qui s'étend du nord au sud du pays, donne naissance à des réservoirs d'eau souterraine et à la plupart des 1200 sources inventoriées dans le pays. Une partie de celles-ci est à l'origine de plusieurs cours d'eau à débit permanent dont l'Abou Ali à Tripoli. D'autre part, les précipitations annuelles peuvent atteindre 1600 mm/an dans certaines régions (plus de 900 mm/an à Tripoli), avec un volume global de 8600 millions de mètres cubes par an.

Toutefois, la concentration des périodes de pluie, la nature du relief, la perméabilité des sols et d'autres facteurs ne permettent qu'une exploitation de 1700 millions de mètres cubes dont 400 d'eau souterraine. Soulignons, enfin, que la nature géologique du pays permet l'infiltration de polluants vers les nappes souterraines et les cours d'eau, agissant ainsi sur la qualité de l'eau potable. (Voir carte n° 2).

Ces ressources importantes en eau n'ont pas empêché les problèmes d'approvisionnement de la majorité du territoire libanais, problèmes ayant générés des pratiques spéciales chez les Libanais.



2.2- Les principes

Depuis la préhistoire, les hommes ont cherché à stocker l'eau dans des foyers, du moment où ils ont commencé à vivre en villages. Ce fait a conduit à une installation systématique de salles de bain et de cuisines. Entre 1940 et 1950, on a commencé à utiliser des réservoirs en ciment. Ainsi, chaque logement a eu son propre réservoir en ciment. Ainsi, chaque logement a eu son propre réservoir en ciment. Ainsi, chaque logement a eu son propre réservoir en ciment.

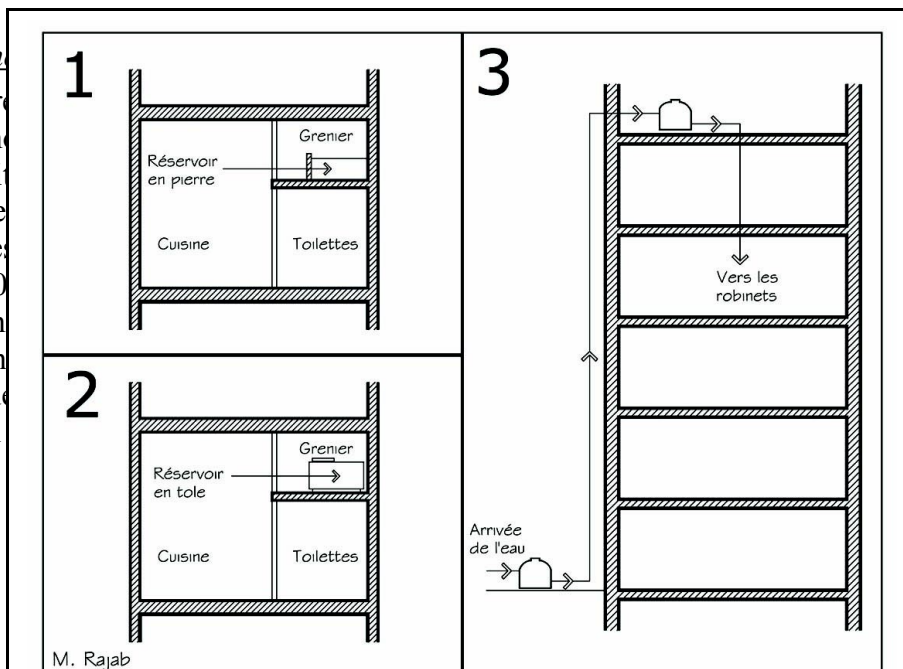


Figure n°1 : évolution du système de stockage d'eau dans les logements.

ence aux
 ntre 2 et 4
 nstallation
 des salles
 les années
 s tard, des
 d'hui, des
 les roofs.
 le second
 ème.

Le stockage de l'eau dans les foyers a pris de l'importance, surtout avec l'augmentation des hauteurs des immeubles et l'incapacité de l'eau d'arriver dans les étages élevés pour manque de pression suffisante. Ceci posait un problème pour les occupants de ces derniers : pour avoir l'eau potable, ils étaient obligés de remplir des bidons de chez les voisins ou, s'il y a un concierge dans l'immeuble, de le charger de cette mission. D'autre part, la faible fréquence d'approvisionnement en eau des foyers a poussé les entrepreneurs à équiper les immeubles de standing d'un puit artésien. Ceci était même signalé dans les publicités ou sur les panneaux élevés dans les chantiers et ce, pour motiver les clients à acheter. Les puits artésiens se sont multipliés à Beyrouth et dans les grandes villes. Les occupants de certains immeubles déjà construits se mettaient même d'accord entre eux pour creuser un puit artésien. Ainsi, 45000 puits d'immeubles ont été recensés en 1996. Cet approvisionnement discontinu mais régulier des foyers en eau a d'autres effets. Il pousse les mères de familles à organiser et programmer leurs travaux domestiques. Le lavage du linge sale, par exemple, se fait le jour où l'eau est fournie. Suivant les habitudes, ceci peut concerner aussi la prise du bain par les membres de la famille, ou le nettoyage des parties communes de l'immeuble.

Le système d'approvisionnement des foyers en eau était différent à la fin de l'époque ottomane. L'eau était conduite dans la ville à l'aide de canaux ouverts. Elle était distribuée ensuite aux foyers à partir d'un « kayem », une sorte de château d'eau de forme carrée ou rectangulaire, pouvant atteindre une hauteur équivalente à près de 2 étages de maison. (Voir photo n°1). L'eau arrivait au haut de cet édifice pour être distribuée ensuite aux foyers. Certains propriétaires d'immeubles construisaient des citernes pour collecter l'eau de pluie, l'eau n'arrivant pas dans leurs quartiers. Ce principe a duré jusqu'à la réalisation du projet consistant à amener l'eau de la rivière Rachîne à Tripoli en 1934, et la création de l'Office des eaux de Rachîne.

La création de ce dernier n'a pas été sans mal. Les autorités mandataires françaises voulaient confier la gestion et la distribution de l'eau à une société étrangère. Mais devant les multiples formes de protestations des Tripolitains, les Français acceptèrent l'idée de créer un office public libanais à condition que les Tripolitains

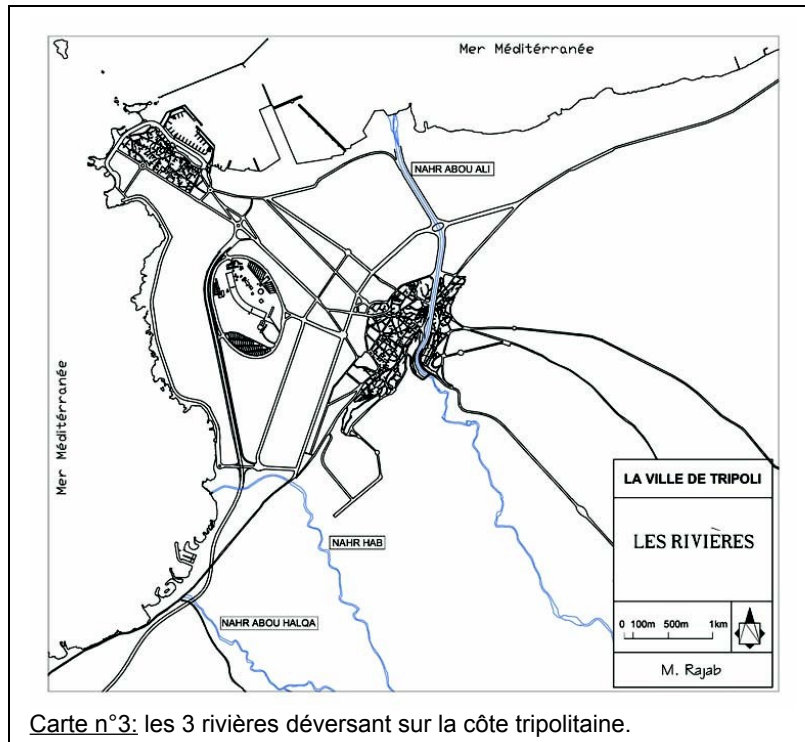


Photo n°1 : un « kayem » d'eau à Tripoli.
Cliché : Wassim Naghi.

payent le prix de 2000 litres d'eau sous 20 jours, à raison de 200 livres par litre. Une grande campagne fut alors organisée par les notables de la ville pour inciter les Tripolitains à payer le prix demandé dans les délais fixés. Une fois la somme réunie, les Français prirent la décision de transformer le projet de l'eau de Rachine en un office public. Plusieurs familles tripolitaines sont devenues, ainsi, propriétaires d'une quantité d'eau variant entre un demi mètre et 2 mètres cubes d'eau.

3- Le secteur de l'eau à Tripoli : un état des lieux alarmant.

3.1- Les problèmes d'approvisionnement de Tripoli



La crise de l'eau en décembre 1998 poussa les journalistes à ouvrir le dossier de l'eau potable à Tripoli. Il apparut que le problème de l'eau s'exprimait déjà au milieu du 20^e siècle après l'extension urbaine de la ville et l'insuffisance de la quantité d'eau en provenance de la rivière Rachine depuis 1935. De ce fait les Autorités se mirent à la recherche de nouvelles sources d'approvisionnement. Le choix tomba sur la source la plus proche ayant un débit satisfaisant. Ainsi 40000m³ d'eau par jour devaient être

exploités de la rivière Hab par l'Office des Eaux de Rachine.

Il apparut très vite que cette eau était troublée durant l'hiver. Ceci poussa les autorités à créer en 1959 une station d'épuration à Bahsas au sud de la ville. Cette station fut construite en 2 étapes : en 1963 et 1968. En fait, cette station ne servait pas à grandes choses : elle éliminait juste les boues épaisses sans les boues fines et gardait les polluants biologiques et chimiques qui s'infiltraient dans les eaux et les sols et ce dans les vallées et les grottes existantes entre Bahsas et le Haut Koura. A cette époque, la région du Koura comptait de petits villages dans lesquels on creusait des fosses sceptiques pour écouler les eaux usées. La pollution se limitait à ce qui s'infiltrait dans les nappes phréatiques, à ce qui se jetait dans les vallées comme les résidus d'usines primitives, les résidus des meules d'olives et les cadavres d'animaux.

Plus tard, et avec le développement des communes du Koura, les eaux usées étaient écoulerées dans les vallées. Les ateliers de réparation automobile et les stations d'essence qui se sont multipliés, se débarrassaient de leurs déchets en les jetant dans les vallées. De ce fait, l'eau qui arrivait au consommateur tripolitain était multicolore. L'enquête sur la pollution de la rivière de Hab a démontré que celle-ci s'approvisionnait par des écoulements de surface qui portaient sur de longues distances différents types de polluants

La crise s'amplifia au début des années 1960 et, depuis, le traitement se limitait à la désinfection de l'eau par le chlore. En revanche, un projet d'exploitation de la source Abou Halqa fut entrepris. L'eau abondante de cette source fut découverte dans les années 1940 dans une grotte près de la commune de Dahr El Aïn, au sud-est de Tripoli. A l'époque, une

équipe mixte du ministère des ressources et du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) entreprenait des tests dans la région. Plus tard, une entreprise française créa une sorte de barrière à l'intérieur de cette grotte pour stocker l'eau, et l'envoyer vers la station de Bahsas, qui venait d'être créée. La consommation de cette eau par les habitants de Tripoli entraîna la chute du débit de l'eau de la source Abou Halqa, passant de plus de 20 000 m³ par jour à près de 5000 m³ par jour. Les installations construites dans la grotte par l'entreprise française furent sabotées plusieurs fois, puis dynamitées en 1976. Le débit de la source revint alors à ce qu'il fût auparavant.

Un autre conflit opposa Tripoli à la ville de Zghorta à l'est. L'eau de Rachîne qui traverse les terres de la région de Zghorta et qui approvisionne certains quartiers de Tripoli, est souvent détournée par les agriculteurs pour l'irrigation, privant ainsi les Tripolitains d'eau durant plusieurs jours, et surtout pendant l'été. Pourtant, les Tripolitains, comme nous l'avons vu, étaient propriétaires de l'eau qu'ils recevaient. L'attitude des propriétaires des jardins se trouvant à l'est de Tripoli n'est pas récente. Déjà, le wali ottoman Azmi Bey n'avait pas réussi à son époque d'amener l'eau de Rachîne à Tripoli en raison des protestations des propriétaires de ces mêmes jardins, par peur que la sécheresse ne mette en friche leurs terrains.

3.2- Les réseaux d'infrastructure dans le Vieux Tripoli : une problématique de taille.

Un autre aspect du problème de l'eau réside dans l'état des réseaux d'infrastructure, notamment dans les quartiers anciens de Tripoli. L'étude réalisée par le bureau « Tabet et Debs » dans le cadre du projet « Banque Mondiale - CDR¹ » pour la réhabilitation et la revitalisation de la ville ancienne de Tripoli avait mis en évidence plusieurs aspects du problème.²

A la fin des années 1990, l'Etat a consacré un budget pour réhabiliter le réseau d'égouts à Tripoli. La vétusté du réseau existant, l'urbanisation produite durant la 2^{ème} moitié du 20^e siècle et le raccordement illégal de nombreux foyers au réseau durant la guerre a entraîné un problème d'hygiène qui attendait depuis longtemps une solution adéquate. La saturation du réseau avait poussé les autorités locales à évacuer les égouts de la vieille ville dans le lit du fleuve Abou Ali ou, au mieux, dans des fosses septiques. Les eaux pluviales contribuent à cette saturation puisqu'elles sont évacuées dans les réseaux des égouts de la vieille ville. En effet, il n'existe pas de réseau d'eaux pluviales dans les quartiers historiques de Tripoli. Dans les autres quartiers de la ville, le réseau d'eaux pluviales est le plus souvent délabré ou sous-dimensionné.

En fait, les conflits sur l'eau entre communes ne représentent qu'une partie du problème. Les différentes lectures réalisées jusqu'à aujourd'hui indiquent que la gestion du secteur de l'eau dans toutes ses dimensions est la première en cause. Le réseau de distribution d'eau potable à Tripoli ressemble à un patchwork. Sa longueur atteint près de 120 km, dont 40% se trouvent dans la vieille ville. La partie « récente » du réseau a été créée au début des années 1960. Depuis la ville s'est étendue de plus de 30%, et la municipalité élargissait le réseau au fur et à mesure. L'examen du réseau actuel montrera donc un assemblage de tuyaux de différentes époques, dont les plus anciens remonteraient à l'époque mamelouk suivant ce qui a été dit, en tout cas on sait qu'une bonne partie du réseau date de l'époque ottomane déjà. Le manque d'entretien sérieux des réseaux souterrains, et notamment celui des égouts, cause dans les meilleurs cas un gaspillage considérable de l'eau (près de 60 %), sinon un contact entre l'eau de ce réseau d'eau potable et le réseau d'assainissement : ceci provoquait déjà à l'époque des maladies dans l'appareil digestif chez les habitants, et parfois des décès du fait du choléra au début des années 1990. Ceci s'est produit dans les quartiers de Tebbaneh, Kobbé et Béddaoui. Tout ceci démontre que la crise de 1998 était prévisible, d'autant plus qu'un expert de l'OMS,

¹ Conseil pour le Développement et la Reconstruction.

² L'étude a démarré en 2001. Ce projet est plus connu sous le nom de CHUD Project. (Cultural Heritage and Urban Development project). Un rapport préliminaire a été présenté en janvier 2002.

après une étude sur le terrain en 1997, avait mis en garde les autorités d'une éventuelle catastrophe sanitaire si des solutions radicales n'étaient pas entreprises d'urgence, dans la région de Koura et à Tripoli même.

Le projet CHUD de Tripoli a démontré ce qui précède. La superposition des différents réseaux d'infrastructure sur un même support graphique à partir de plans fournis par le CDR (et réalisée pour la première fois), montre la proximité de ces réseaux les uns des autres, et le caractère aléatoire des réseaux en général. Il est aussi à craindre au moment des travaux la non-conformité des plans avec la réalité du terrain d'une part et, d'autre part, un état endommagé et défectueux des parties anciennes des réseaux.

Conclusion

Le problème d'approvisionnement de Tripoli en eau potable soulève une série de questions auxquelles seules des recherches complémentaires ultérieures pourront amener des éléments de réponses. Ces questions portent sur plusieurs points :

- l'existence ou pas d'une politique de l'eau au Liban, et dans le cas affirmatif, la capacité des institutions publiques à gérer ces politiques.
- la dimension politique du problème de l'eau et ses effets sur la gestion de ce secteur.
- l'état de conscience chez les habitants en matière de consommation, et la responsabilité des politiques publiques à assurer cette tâche de sensibilisation.

La gestion du secteur de l'eau est donc importante puisque plusieurs enjeux en dépendent. En effet, l'approvisionnement en eau des terres agricoles assure la survie de celles-ci face à la fois à une vague d'urbanisation galopante et à la diminution des surfaces agricoles du fait de la concurrence des produits importés des pays voisins. Par ailleurs, la pression sur les autorités publiques augmente du fait de la croissance démographique et de la demande d'une qualité d'eau meilleure. Cette demande sera encore plus pressante si le potentiel touristique de Tripoli et de la région du Nord commence à être exploité, surtout avec le démarrage des chantiers des projets de mise en valeur du patrimoine urbain de Tripoli.

Sans aucun doute, la réforme et la restructuration du secteur de l'eau est une condition nécessaire pour une meilleure gestion de cette ressource, mais est-ce suffisant ? Est-ce qu'une bonne gestion de l'eau pourra régler tous les problèmes ? Les nouveaux établissements des eaux au Liban pourront-ils relever tous les défis ?